

POUR GAGNER : GRÈVES, BLOCAGES, OCCUPATIONS !

RETOUR VERS LE FUTUR ...

La loi Travail constitue en elle-même un retour au milieu du 19ème siècle, à un temps où le code du travail n'existait pas, où les salarié-e-s étaient isolé-e-s face à leurs employeurs-euses. Retour vers un temps où, lors des grèves, l'État envoyait la troupe. Les déclarations actuelles de toute la classe politique, du PS au FN, banalisent la remise en cause du droit de grève. Ces politicien-ne-s opposent au droit de grève, le droit au travail. Le gouvernement ne se contente pas de paroles, la répression à l'encontre de ceux et celles qui luttent s'accroît encore : interdictions de manifester, tabassages, gazages, arrestations massives sur les lieux de blocages, nasses policières de rassemblements ou d'AG, etc. On compte des centaines de manifestant-e-s blessé-e-s, dont un très grièvement le jeudi 26 mai à Paris après un tir de grenade de désencerclement, affaire totalement étouffée par les médias. Plus globalement, le lynchage médiatique à l'encontre des « casseurs », des « irresponsables bloqueurs » de la CGT, des « preneurs d'otage » qui organisent la pénurie d'essence, bat son plein.

LA MINORITÉ, C'EST L'ÉTAT ET LE PATRONAT

Malgré cela, les sondages indiquent que la population soutient majoritairement le mouvement. Beaucoup comprennent que, même si les grèves ne sont pas encore massives, elles représentent les intérêts d'une même classe sociale qui subit depuis des années la régression sociale au bénéfice de la minorité de patrons. Beaucoup n'accordent aucune légitimité à un gouvernement qui relaie ostensiblement les intérêts de cette minorité, et impose par la force leurs mesures anti-sociales sans même s'embarrasser des « formes » démocratiques (49.3).

OPPOSONS-LEUR UNE SOLIDARITÉ DE CLASSE SANS FAILLE ...

Les conquêtes sociales dont tout le monde bénéficie (congés payés, sécurité sociale, etc) ont toutes été gagnées en instaurant un rapport de force avec le pouvoir. Grèves, occupations d'usines, blocages,

voilà précisément les moyens qui ont permis et peuvent permettre aujourd'hui encore de gagner. Le mouvement actuel renoue avec ses pratiques qui s'en prennent au porte-monnaie des possédant-e-s, et c'est pour cela que le pouvoir dénigre et réprime avec tant d'énergie ces méthodes.

AMPLIFIONS GRÈVES, BLOCAGES ET LA SOLIDARITÉ FINANCIÈRE

Face à la répression, nous ne devons pas laisser seul-e-s les salarié-e-s des secteurs en grève : raffineries, SNCF, RATP, ect. Pour leur permettre de partir ou de tenir grève, soutenons-les en participant financièrement aux caisses de grève ! Solidarisons-nous de leurs actions, en renforçant notamment les blocages économiques ! C'est en effet par l'extension des grèves, la convergence des pratiques, à l'image des jonctions créées entre syndicalistes, membres des AG populaire et des Nuits Debout, par l'auto-organisation des salarié-e-s, et le respect des décisions à la base dans toutes les structures et à toutes les échelles, que nous pourrons peser dans la confrontation sociale qui se joue.

DÉMOCRATIE DIRECTE ET AUTOGESTION DANS LES LUTTES AUJOURD'HUI... ET DE TOUTE LA SOCIÉTÉ DEMAIN !

Cette lutte contre la loi Travail doit lancer un mouvement social de classe, avec pour projet la transformation directe de la société, pour en finir avec l'exploitation capitaliste et la délégation du pouvoir aux politicien-ne-s. Au sein des luttes, en prenant nos décisions collectivement, en auto-organisant les mobilisations, nous apprenons la démocratie directe et l'autogestion. Ce sont des premiers pas vers la gestion directe de la société, de la production et de la distribution des biens et des services. Reprenons ainsi nos vies en main, et construisons tou-te-s ensemble, dès maintenant, une société émancipatrice et égalitaire, débarrassée de l'État et du patronat.



**COORDINATION DES
GROUPE ANARCHISTES**

CONTACT :
secretariat@c-g-a.org

www.c-g-a.org

